



Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale demande aussi la mise sur pied d'une enquête internationale au sujet des crimes commis en zone anglophone.

Pour leur première sortie officielle en 2021, les responsables du **REDHAC** (Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale) ont échangé avec les journalistes le 18 janvier au siège de cette organisation à Douala. L'occasion pour eux de fustiger les violations des Droits de l'Homme au Cameroun.

En bonne place, le maintien en détention de plus de **100 militants du MRC** (Mouvement pour la Renaissance du Cameroun) de **Maurice Kamto**, arrêtés et écroués dans les prisons dans le cadre des marches du 22 septembre 2020.

«Plus de 100 prisonniers d'opinion croupissent dans les prisons juste parce qu'ils ont voulu exercer leur droit à la liberté d'opinion et de manifestation pacifique. Plusieurs d'entre eux doivent comparaître devant le tribunal militaire en violation flagrante des principes et directives sur les droits de l'Homme et des peuples dans la lutte contre le terrorisme en Afrique», a dénoncé Maximilienne Ngo Mbe, directrice exécutive du REDHAC.

La militante des droits de l'Homme a insisté sur le cas de deux femmes incarcérées à Douala.

Elles *«n'ont jamais vu le juge d'instruction... alors qu'elles font partie des manifestants du 22 septembre 2020»*.

L'organisation appelle à leur libération sans condition et l'abandon pur et simple de toutes les charges. Les prévenus, faut-il le rappeler, encourrent des peines pouvant aller jusqu'à la prison à vie.

S'agissant du conflit armé au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, le REDHAC *«condamne fermement les tueries, notamment à l'encontre des femmes et des filles. Condamne avec fermeté ces crimes perpétrés par les séparatistes et par les forces de défense et de sécurité et profite de cette occasion pour adresser ses sincères condoléances aux familles des victimes si durement éprouvées et au peuple camerounais meurtri»*, a indiqué Mme Ngo Mbe.

Face à la situation, l'organisation appelle le gouvernement camerounais à diligenter une enquête internationale indépendante *«pour l'établissement des faits de tous ces massacres, assassinats, crimes de guerre, crimes contre l'humanité etc. afin d'identifier les responsabilités pour commencer à panser les plaies»*, exhorte la directrice exécutive du REDHAC qui propose la mise en place d'une commission vérité, justice et réconciliation.

Cameroun-Info.net
